



SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS SOCIAUX

Rapport de gestion	6
Bilan	14
Compte de résultats	16
Annexe	19
Rapport du Collège des Commissaires	37

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport de gestion	40
Bilan	48
Compte de résultats	50
Annexe	52
Rapport du Collège des Commissaires	58





COMPTES ANNUELS SOCIAUX

Rapport annuel financier 2009, 19^{ème} exercice social présenté par le Conseil d'administration et par les Commissaires aux Comptes

RAPPORT DE GESTION

Le renouvellement et le renforcement de notre parc d'autobus nécessités par la hausse croissante du nombre de voyageurs depuis plus de dix ans (+ 8,24 % en 2009) se sont poursuivis en 2009 avec l'acquisition de 247 véhicules et la commande de 329 autres à livrer entre 2010 et 2012.

De même un nouveau dépôt d'une capacité de 17 autobus (extensible à 30) a été mis en service à Menuchenet dans la province de Luxembourg.

Le chantier de la finalisation du métro léger de Charleroi s'est poursuivi et a généré des dépenses à hauteur de 12.393.702,26 euros.

Cependant, l'exercice 2009 a aussi été marqué par les conséquences sur les finances de la Région wallonne de la crise financière et économique qui frappe l'ensemble du monde depuis 2008. Ces difficultés financières ont en effet poussé le Gouvernement wallon à déroger au contrat de gestion qui lie la Région wallonne aux sociétés du groupe TEC et à supprimer dès 2009 l'indexation majorée d'un pourcent de leur subvention d'exploitation pour les TEC, et la simple indexation pour la SRWT. Il a d'autre part décidé de ne pas procéder au paiement du solde de la subvention d'exploitation encore dû pour 2008.

De même la Région wallonne n'a pas pu s'engager sur une augmentation suffisante de la subvention d'investissement d'exploitation pour permettre à la SRWT de faire face, au rythme prévu, au remplacement du parc d'autobus et à la construction de nouveaux dépôts pour les accueillir. De ce fait les commandes de nouveaux autobus ont été étalées dans le temps et les projets de nouveaux dépôts mis en attente.

Le budget initial 2010 de la Région wallonne prévoit le maintien du blocage des subventions au même niveau qu'en 2009 hors effets non récurrents. L'année 2010 sera donc probablement une année difficile pour le groupe TEC, mais aussi une année charnière puisque c'est au cours de cette année que le futur contrat de gestion 2011/2015 devra être négocié. Celui-ci sera déterminant pour l'avenir des Transports en commun en Région wallonne.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

A. Généralités

L'exercice 2009 se clôture avec un résultat de - 1.106.890,22 euros. Ce résultat se décompose de la manière suivante:

- résultat courant après impôt : - 939.892,14 euros,
- résultat exceptionnel : - 166.998,08 euros.

La perte courante après impôt est due en partie à la non indexation de la subvention d'exploitation en 2009 mais aussi au nombre croissant de missions qui sont prises en charge par la SRWT au bénéfice de l'ensemble du groupe TEC.

Le Conseil d'administration propose d'affecter ce résultat en perte reportée, ce qui aura pour effet d'amener celle-ci au montant de 10.623.814,06 euros.

Cette perte reportée est la conséquence des résultats négatifs des exercices de 1996 (4.938,3 milliers d'euros), 2000 (3.593,8 milliers d'euros), 2005 (3.467,2 milliers d'euros) et 2009 (1.106,9 milliers d'euros). Ceux-ci s'expliquent par la constitution de provisions destinées à couvrir des litiges en matière de maladies professionnelles, ainsi que des cotisations, majorations et intérêts de retard réclamés par l'O.N.S.S. pour des dossiers litigieux de l'ex-S.N.C.V., mais aussi pour faire face à la charge qui a résulté de la transaction intervenue dans le litige opposant la SRWT à la firme Van Hool dans le contrat du marché des autobus commandés en 1993.

B. Situation bilantaire

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009	Variations
ACTIF (= emploi de fonds)			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	286 446,19	174 229,92	-112 216,27
Immobilisations corporelles	219 302 152,62	279 783 238,94	60 481 086,32
Immobilisations financières	18 427 998,09	18 442 063,67	14 065,58

Actifs circulants			
Créances à plus d'un an	7 657 410,13	7 173 311,78	-484 098,35
Stocks et commandes en cours	143 828,78	143 828,78	0,00
Créances à un an au plus	68 272 909,15	71 956 621,34	3 683 712,19
Placements de trésorerie	84 557 752,40	37 243 176,32	-47 314 576,08
Valeurs disponibles	19 504 592,16	47 333 687,48	27 829 095,32
Comptes de régularisation	8 895 692,20	7 973 702,80	-921 989,40

PASSIF (= origine des fonds)			
Capitaux propres	167 727 025,38	175 316 856,27	7 589 830,89
Provisions pour risques et charges	19 958 016,46	14 965 871,32	-4 992 145,14
Dettes à plus d'un an	143 678 656,65	164 406 281,55	20 727 624,90
Dettes à un an au plus	67 723 239,24	91 150 805,83	23 427 566,59
Comptes de régularisation	27 961 843,99	24 384 046,06	-3 577 797,93

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN

Actif

Immobilisations incorporelles

Ce poste reprend les logiciels informatiques; son évolution est due à l'acquisition en 2009 de licences pour 64,5 milliers d'euros et à des amortissements pour 176,7 milliers d'euros. Les acquisitions correspondent principalement aux logiciels dévolus au portail internet, au développement de la plate-forme embarquée et à des extensions des licences d'utilisation d'Hastus.

Immobilisations corporelles

Outre les amortissements de l'exercice pour 16.271,0 milliers d'euros et des cessions et désaffectations pour 17.995,8 milliers d'euros, ce poste a évolué en raison des acquisitions pour 94.747,8 milliers d'euros. Celles-ci ont été réalisées principalement dans le cadre des investissements d'exploitation (achat d'autobus et rénovation de trams, plate-forme embarquée, systèmes de caméras embarquées, extension du métro

de Charleroi, construction du dépôt de Menuchenet) ou d'infrastructure (travaux relatifs à l'aménagement d'arrêts, de gares de correspondance, de sites propres et rénovations du métro de Charleroi...).

Immobilisations financières

Ce poste contient essentiellement les participations de la SRWT dans le capital des cinq sociétés d'exploitation et de la S.A. « Eurobus Holding ».

En 2009, la SRWT a en outre pris des participations dans deux nouvelles sociétés, à savoir C-TEC et Optimobil Wallonie et est sortie du capital de la Société de développement de Liège-Guillemins.

Créances à plus d'un an

Ces créances sont constituées:

- des avances au personnel octroyées en 1986 suite au paiement des rémunérations à terme échu: 45,4 milliers d'euros ;

• des annuités dues par les communes, les provinces et la Région wallonne pour apurer en nonante ans la dette contractée pour la libération des parts qu'elles ont souscrites dans le capital de l'ex-S.N.C.V. : 7.127,9 milliers d'euros.

Créances à un an au plus

Ce poste est, pour une grande part, composé de subsides restant à recevoir de la Région wallonne, dont 1.275 milliers d'euros qui représentent la participation de la Région wallonne dans le règlement du litige Van Hool, ainsi que d'autobus facturés ou à facturer dans le cadre d'opérations de « sale and lease back ».

Placements de trésorerie

Ce poste est constitué par les fonds disponibles sur les emprunts d'investissements conclus par la SRWT.

Valeurs disponibles

Il s'agit essentiellement de la trésorerie de l'ensemble du groupe TEC centralisée par la SRWT et mise à la disposition du système de centralisation des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons mis en place en 2002 par la Région wallonne.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation de l'actif contiennent les produits relatifs à l'exercice 2009 et à percevoir en 2010, notamment les produits financiers promérités au 31/12/09 mais qui ne seront perçus qu'en 2010, mais aussi les charges payées d'avance et imputables aux exercices ultérieurs dont un loyer unique payé en 1994 pour la location de 229 autobus sur une période de quinze ans (2.770,8 milliers d'euros).

Passif

Capitaux propres

La variation de ce poste s'explique par l'augmentation des subsides en capital pour 8.696,7 milliers d'euros d'une part et de la perte reportée pour 1.106,8 milliers d'euros d'autre part.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont constituées pour couvrir :

- Les risques de « propre assureur » en matière d'accidents du travail, maladies professionnelles et responsabilité civile accidents de la circulation. Il s'agit d'anciens engagements pour l'essentiel hérités de la S.N.C.V., le groupe TEC ayant opté pour l'assurance externe dès 1992 :
 - Sinistres à régler : 11.071,1 milliers d'euros (principalement en maladies professionnelles);
 - Fonds des rentes pour accidents de travail et maladies professionnelles : 2.564,9 milliers d'euros.

• Les autres risques et charges : 1.330,0 milliers d'euros, ce poste est en nette diminution suite à l'utilisation de la provision constituée pour couvrir les dommages réclamés par la firme Van Hool. En effet, une transaction est intervenue, par laquelle la SRWT a versé une indemnité forfaitaire à la firme Van Hool (6.200,00 milliers d'euros).

Ce poste reprend notamment les provisions (1.270,7 milliers d'euros) destinées à couvrir des cotisations, majorations et intérêts de retard réclamés par l'O.N.S.S. pour des dossiers litigieux de l'ex-S.N.C.V. de 1985 à 1986.

Dettes à plus d'un an

Elles sont constituées des emprunts de la S.N.C.V., attribués à la SRWT lors de la régionalisation et des emprunts conclus par la SRWT pour assurer le financement d'investissements d'exploitation ainsi que pour la finalisation de la construction du métro léger de Charleroi.

L'augmentation de 2009 s'explique par les emprunts d'investissements accordés par ING et la BEI au cours de l'exercice 2009 et destinés à financer principalement les achats d'autobus, la construction du dépôt de Menuchenet et les travaux du métro léger de Charleroi.

Dettes à un an au plus

L'évolution de ce poste s'explique pour l'essentiel par une augmentation des dettes vis-à-vis des établissements de crédit et des dettes commerciales, partiellement compensée par une diminution des dettes salariales et fiscales et des dettes à plus d'un an échéant dans l'année.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation du passif comprennent les charges imputables à l'exercice et à payer au cours d'exercices ultérieurs (par exemple les intérêts courus mais non échus sur emprunts) ainsi que les produits perçus au cours de l'exercice et se rapportant à des exercices futurs (par exemple des subventions perçues pour plusieurs exercices). L'évolution de ce poste est à la baisse essentiellement en raison de l'utilisation en 2009 d'un montant de 3.685.742,65 euros de la subvention reçue en 2006 (8.242.000,00 euros) et en 2007 (5.000.000,00 euros) et destinée à couvrir des charges liées à la sécurisation du réseau et à la gestion des ressources humaines sur la durée du Contrat de gestion et de la diminution d'encaissement de subventions pour charges d'infrastructure se rapportant à des exercices ultérieurs.

C. Résultats

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009	Variations
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
1. Ventes et prestations			
Autres produits d'exploitation	62 121 898,79	73 487 093,64	11 365 194,85
TOTAL	62 121 898,79	73 487 093,64	11 365 194,85

2. Coût des ventes et prestations			
Services et biens divers	15 098 480,31	17 126 446,56	2 027 966,25
Rémunérations, charges sociales et pensions	34 059 094,07	38 351 428,67	4 292 334,60
Amortissements et réductions de valeur	17 147 927,94	20 694 054,97	3 546 127,03
Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours et créances commerciales	-799,21	357 469,48	358 268,69
Provisions	401 944,16	-4 992 145,14	-5 394 089,30
Autres charges d'exploitation	36 728,83	6 236 065,49	6 199 336,66
TOTAL	66 743 376,10	77 773 320,03	11 029 943,93

3. Résultats d'exploitation	-4 621 477,31	-4 286 226,39	335 250,92
------------------------------------	----------------------	----------------------	-------------------

RÉSULTATS FINANCIERS			
Produits financiers	10 971 045,25	10 905 034,09	-66 011,16
Charges financières	4 755 611,28	7 309 311,05	2 553 699,77

4. Résultat courant avant impôts	1 593 956,66	-690 503,35	-2 284 460,01
---	---------------------	--------------------	----------------------

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels	28 000,00	62 672,01	34 672,01
Charges exceptionnelles	795 117,62	229 670,09	-565 447,53

5. Résultat de l'exercice avant impôts	826 839,04	-857 501,43	-1 684 340,47
Impôts sur le résultat	239 195,65	249 388,79	10 193,14

6. Résultat de l'exercice	587 643,39	-1 106 890,22	-1 694 533,61
----------------------------------	-------------------	----------------------	----------------------

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend entre autres :

- des subventions reçues de la Région wallonne : 67.404,2 milliers;
- des plus-values sur opérations de « sale & rent (ou lease back) » : 355,5 milliers;
- des refacturations aux TEC : 1.734,6 milliers ;
- des prestations effectuées pour tiers : 1.033,3 milliers;
- des revenus de publicité : 464,9 milliers;
- des loyers : 227,2 milliers;
- des versements du Fonds Mutuel Wallon représentant la cotisation à l'assurance groupe des agents malades : 130,8 milliers;
- des indemnités relatives à la tôlerie incendiée en 2006 à Robermont : 820,4 milliers;
- des tantièmes reçus pour la gestion de la société «Transports PENNING» (filiale d'Eurobus Holding): 50,0 milliers.

Services et biens divers

L'évolution à la hausse de ce poste est principalement due à l'augmentation des frais d'experts et de consultants, des frais de formations (Académie de

la Mobilité), des frais d'entretien et de réparation des bâtiments (prise en charge de la réfection de la tôlerie incendiée en 2006 à Robermont) et de la maintenance informatique, partiellement compensée par la diminution des charges sur les investissements d'infrastructure et des frais liés à la promotion commerciale.

Rémunérations, charges sociales et pensions

Ce poste a été influencé par son évolution naturelle (ancienneté, nouveaux bénéficiaires, décès, indexation ...).

Amortissements et réductions de valeur

L'évolution de ce poste suit naturellement celle des investissements et plus particulièrement celle des investissements d'infrastructure et d'exploitation, en nette hausse durant l'exercice 2009.

Une réduction de valeur pour un montant de 357,9 milliers d'euros a également été actée concernant le bus hybride incendié à Robermont en 2006 et dont l'indemnisation par les compagnies d'assurances est contestée.

Provisions

Ce poste comprend :

- Les provisions constituées pour :
 - Propre assureur :
 - accidents de travail : 125,5 milliers;
 - maladies professionnelles : 77,0 milliers.
 - Litiges : 32,3 milliers.
- Les provisions utilisées et reprises pour :
 - Responsabilité civile accidents de la circulation, accidents de travail et maladies professionnelles : 302,0 milliers.
 - Litige opposant la SRWT à Van Hool : la provision constituée (4.924,9 milliers) a été utilisée suite à la conclusion d'une transaction.

Autres charges d'exploitation

Ce poste est composé pour l'essentiel de l'indemnité forfaitaire payée pour solde de tout compte à Van Hool, mettant fin au litige relatif au marché de fournitures de 313 autobus commandés en 1993.

Produits financiers

Les produits financiers sont constitués essentiellement :

- des dividendes d'Eurobus Holding : 947,8 milliers;
- des produits de placement de trésorerie (881,2 milliers) et des produits dérivés (827,3 milliers);

- et surtout de l'utilisation des subsides en capital (8.193,3 milliers) au même rythme que les amortissements des biens qu'ils ont servi à financer.

Charges financières

Ce poste est en forte augmentation par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des charges de dettes liées aux nouveaux emprunts que la SRWT a contractés au cours de l'exercice comptable 2009 pour financer les investissements d'exploitation et les travaux du Métro léger de Charleroi.

Charges exceptionnelles

Ces charges se composent principalement de la prise en charge du solde de la subvention d'exploitation 2008 encore due par la Région wallonne conformément au Contrat de gestion et que cette dernière a décidé de ne pas verser (196,8 milliers).



D. Chiffres clés et ratios

Rubriques	2007	2008	2009
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	159 827	167 727	175 317
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	45 680	93 347	56 289
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	-4 937	-4 412	-8 287
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	50 617	97 759	64 576
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	9 239	11 031	6 382
Ratio de liquidité au sens large	1,33	1,90	1,43
Ratio de liquidité au sens strict	1,56	2,54	1,72
Ratio de solvabilité (en %)	45,00	39,00	37,00
Ratio du crédit clients (en jours)	415	98	270
Ratio du crédit fournisseurs (en jours)	420	115	172

E. Risques et incertitudes

La crise financière puis économique qui a débuté en 2008 a finalement mis à mal en 2009 les finances des pouvoirs publics qui ont dû largement intervenir pour en limiter l'ampleur.

Confrontée à d'importants problèmes budgétaires, la Région wallonne a décidé unilatéralement de déroger au Contrat de gestion qu'elle a conclu avec les sociétés du groupe TEC et a bloqué dès 2009 leurs subventions d'exploitation en supprimant leur indexation (majorée de 1 % pour les TEC).

Cette décision a été reconduite lors de la confection du budget initial 2010 et la Région a annoncé la possibilité de la maintenir jusqu'en 2014.

En conséquence, le budget 2010 de la SRWT présente un résultat déficitaire (tout comme celui des TEC). L'année 2010 étant celle de la négociation d'un nouveau Contrat de gestion (2011/2015), cette problématique devra être traitée et débouchera, soit sur une augmentation des subventions permettant à la SRWT de poursuivre son activité sur des bases saines, soit sur des mesures d'économie, concertées au niveau de l'ensemble du groupe TEC, pour ramener les comptes de la SRWT (comme ceux des TEC) à l'équilibre dès 2011, soit enfin sur un mixte de ces deux solutions.

DIVERS

Le Conseil d'administration signale qu'il n'y a pas eu, depuis la date de clôture, d'événements qui seraient susceptibles de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière de la société telle que reprise dans les comptes annuels.

De même, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de circonstances autres que celles présentées au point E susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

En matière de recherche et de développement, la SRWT a, en 2009, participé aux projets suivants :

- Bus européen du futur : la phase de définition des prototypes du « Bus Européen du Futur », financée par la Communauté Européenne, a bien progressé en 2009. La traduction de ces définitions en tant que spécifications va se poursuivre en 2010.
- Cycles d'essais de consommation : pilotée par la SRWT, dans le cadre de l'UITP, l'extension de la méthode à toutes les dimensions de bus est maintenant acquise. Une nouvelle édition de la brochure vient de sortir de presse. L'application aux véhicules hybrides est à l'étude.
- Observatoire des nouvelles technologies de propulsion : la SRWT s'est associée au projet, piloté par la RATP sous l'égide de l'UITP. Différentes enquêtes ont été diligentées par le groupe de travail, mettant en évidence l'émergence, à moyen terme, de la technologie hybride comme réponse aux exigences de diminution du CO₂, gaz à effet de serre.

• Enquête de satisfaction auprès des voyageurs: des conclusions et suggestions issues de l'enquête menée en 2008 ont été intégrées dans les cahiers des charges, et prises en compte pour les véhicules à livrer à partir de 2010.

• Etudes: différents projets pilotes dans le domaine des propulsions alternatives ont progressé en 2009 :

- les études et assemblages du prototype de bus hybride se sont achevés; l'année 2010 sera consacrée aux tests nécessaires avant mise en exploitation (mise au point, fiabilisation et homologation);
- les 3 autobus fonctionnant au bioéthanol sont en service depuis le mois de septembre 2009.

La SRWT ne dispose pas de succursales.

Une couverture de la consommation de gasoil routier du groupe TEC, mise en place par la SRWT en 2006 pour la durée du présent Contrat de gestion (2006-2010), s'est poursuivie en 2009 sous la forme suivante :

- 1/3 du volume via un SWAP: prix fixe ;
- 1/3 du volume via un COLLAR: prix fluctuant à l'intérieur d'une fourchette ;
- 1/3 du volume non couvert: prix fluctuant suivant le marché.

Les moyens financiers pour faire face aux risques qui sont à l'origine de la perte reportée étant disponibles, il n'y a aucune raison pour ne pas poursuivre l'application des règles comptables de continuité.



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
ACTIF		
Actifs immobilisés	298 399 532,53	238 016 596,90
Immobilisations incorporelles	174 229,92	286 446,19
Immobilisations corporelles	279 783 238,94	219 302 152,62
Terrains et constructions	32 738 961,87	31 402 046,86
Installations, machines et outillage	20 979 909,18	15 394 949,28
Mobilier et matériel roulant	93 055 328,47	54 181 871,71
Autres immobilisations corporelles	71 135 014,64	66 636 364,56
Immobilisations en cours et acomptes versés	61 874 024,78	51 686 920,21
Immobilisations financières	18 442 063,67	18 427 998,09
Entreprises liées		
Participations	11 373 461,17	11 323 461,17
Créances		
Autres entreprises avec lien de participation	6 544 599,70	6 519 599,70
Créances sur entreprises avec lien de participation		
Autres immobilisations financières		
Actions et parts	511 896,98	573 870,36
Créances et cautionnements en numéraire	12 105,82	11 066,86

Actifs circulants	171 824 328,50	189 032 184,82
Créances à plus d'un an	7 173 311,78	7 657 410,13
Autres créances	7 173 311,78	7 657 410,13
Stocks et commandes en cours d'exécution	143 828,78	143 828,78
Stocks		
Approvisionnements	143 828,78	143 828,78
Créances à un an au plus	71 956 621,34	68 272 909,15
Créances commerciales	28 308 624,22	16 358 334,76
Autres créances	43 647 997,12	51 914 574,39
Placements de trésorerie	37 243 176,32	84 557 752,40
Autres placements	37 243 176,32	84 557 752,40
Valeurs disponibles	47 333 687,48	19 504 592,16
Comptes de régularisation	7 973 702,80	8 895 692,20

TOTAL DE L'ACTIF	470 223 861,03	427 048 781,72
-------------------------	-----------------------	-----------------------

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
PASSIF		
Capitaux propres	175 316 856,27	167 727 025,38
Capital	13 955 000,00	13 955 000,00
Capital souscrit	13 955 000,00	13 955 000,00
Plus-value de réévaluation		
Réserves	395 455,11	395 455,11
Réserve légale	19 810,01	19 810,01
Réserves disponibles	375 645,10	375 645,10
Perte reportée	-10 623 814,06	-9 516 923,84
Subsides en capital	171 590 215,22	162 893 494,11

Provisions pour risques et charges	14 965 871,32	19 958 016,46
Provisions pour risques et charges	14 965 871,32	19 958 016,46
Autres risques et charges	14 965 871,32	19 958 016,46

Dettes	279 941 133,44	239 363 739,88
Dettes à plus d'un an	164 406 281,55	143 678 656,65
Dettes financières		
Emprunts obligataires non subordonnés	3 574 465,41	3 881 151,84
Etablissements de crédit	158 263 604,14	130 737 858,26
Autres emprunts	1 875 000,00	8 250 000,00
Autres dettes	693 212,00	809 646,55
Dettes à un an au plus	91 150 805,83	67 723 239,24
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	3 897 375,10	6 302 996,45
Dettes financières		
Etablissements de crédit	16 103 211,59	12,13
Dettes commerciales		
Fournisseurs	29 616 962,95	20 849 966,48
Effets à payer	10 521,85	14 857,86
Acomptes reçus sur commandes	1 007 076,43	850 170,85
Dettes fiscales, salariales et sociales		
Impôts	666 012,65	1 308 863,51
Rémunérations et charges sociales	3 281 687,04	9 720 265,51
Autres dettes	36 567 958,22	28 676 106,45
Comptes de régularisation	24 384 046,06	27 961 843,99

TOTAL DU PASSIF	470 223 861,03	427 048 781,72
------------------------	-----------------------	-----------------------

COMPTE DE RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2009

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
CHARGES		
Coût des ventes et des prestations	77 773 320,03	66 743 376,10
Approvisionnements et marchandises		
Achats		1 665,20
Variations des stocks		-1 665,20
Services et biens divers	17 126 446,56	15 098 480,31
Rémunérations, charges sociales et pensions	38 351 428,67	34 059 094,07
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles	20 694 054,97	17 147 927,94
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	357 469,48	-799,21
Provisions pour risques et charges	-4 992 145,14	401 944,16
Autres charges d'exploitation	6 236 065,49	36 728,83

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		
Charges financières	7 309 311,05	4 755 611,28
Charges des dettes	6 266 020,04	4 653 641,79
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Autres charges	1 043 291,01	101 969,49

BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS		1 593 956,66
Charges exceptionnelles	229 670,09	795 117,62
Provisions pour risques et charges exceptionnels		
Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés		
Autres charges exceptionnelles	229 670,09	795 117,62

BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS		826 839,04
Impôts sur le résultat	249 388,79	239 195,65
Impôts	249 388,79	239 195,65

RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER

BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER		587 643,39
--	--	-------------------

TOTAUX GÉNÉRAUX	85 561 689,96	73 120 944,04
------------------------	----------------------	----------------------

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
PRODUITS		
Ventes et prestations	73 487 093,64	62 121 898,79
Chiffre d'affaires		
Variations des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution		
Production immobilisée		
Autres produits d'exploitation	73 487 093,64	62 121 898,79

PERTE D'EXPLOITATION	-4 286 226,39	-4 621 477,31
Produits financiers	10 905 034,09	10 971 045,25
Produits des immobilisations financières	947 753,00	947 753,00
Produits des actifs circulants	248 410,32	86 428,41
Autres produits financiers	9 708 870,77	9 936 863,84

PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS	-690 503,35	
Produits exceptionnels	62 672,01	28 000,00
Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	20 007,61	
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	15 000,00	3 000,00
Autres produits exceptionnels	27 664,40	25 000,00

PERTE AVANT IMPÔTS	-857 501,43	
---------------------------	--------------------	--

RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER

PERTE DE L'EXERCICE À AFFECTER	-1 106 890,22	
---------------------------------------	----------------------	--

TOTAUX GÉNÉRAUX	85 561 689,96	73 120 944,04
------------------------	----------------------	----------------------

ANNEXE

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
Perte à affecter		
Perte de l'exercice à affecter	1 106 890,22	
Perte reportée de l'exercice précédent	9 516 923,84	10 104 567,23
Bénéfice à affecter		
Bénéfice de l'exercice à affecter		587 643,39
Prélèvements sur les capitaux propres		
Sur les réserves		
Affectations aux capitaux propres		
Au capital et aux primes d'émission		
A la réserve légale		
Aux autres réserves		
Résultat à reporter		
Perte à reporter	10 623 814,06	9 516 923,84

Rubriques	Concessions brevets, licences, etc.
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	5 766 393,03
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions, y compris la production immobilisée	61 399,46
Cessions et désaffectations (-)	
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)	3 150,00
Au terme de l'exercice	5 830 942,49

Amortissements et réductions de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	5 479 946,84
Mutations de l'exercice :	
Actés	176 765,73
Repris car excédentaires	
Acquis de tiers	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	5 656 712,57

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	174 229,92
--	-------------------



Rubriques	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	47 632 106,44	46 172 573,76	112 656 384,20	95 847 856,16	51 686 920,21
Mutations de l'exercice :					
Acquisitions, y compris la production immobilisée	219,88	23 735,14	61 922 435,08		32 804 602,73
Cessions et désaffectations (-)	-508 580,84		-17 484 592,08	-2 628,56	
Transferts d'une rubrique à une autre (-) (+)	4 970 845,63	8 544 787,12	950 874,60	8 147 840,81	-22 617 498,16
Au terme de l'exercice	52 094 591,11	54 741 096,02	158 045 101,80	103 993 068,41	61 874 024,78

Plus-values					
Au terme de l'exercice précédent	35 192 513,95	6 607 407,43			
Mutations de l'exercice :					
Actées					
Acquises de tiers					
Annulées (-)					
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	35 192 513,95	6 607 407,43			

Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	51 422 573,53	37 385 031,91	58 474 512,49	29 211 491,60	
Mutations de l'exercice :					
Actées	3 144 198,76	2 984 940,87	10 369 783,23	4 018 366,38	
Repris car excédentaires (-)	-18 629,10	-1 378,51			
Acquis de tiers					
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)			-4 224 735,22	-1 591,38	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)			370 212,83	-370 212,83	
Au terme de l'exercice	54 548 143,19	40 368 594,27	64 989 773,33	32 858 053,77	

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	32 738 961,87	20 979 909,18	93 055 328,47	71 135 014,64	61 874 024,78
--	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

Rubriques	Entreprises liées	autres
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Participations et droits sociaux		
Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	11 323 461,17	7 093 470,06
Mutations de l'exercice :		
Acquisitions	50 000,00	25 000,00
Cessions et retraits		-61 973,38
Au terme de l'exercice	11 373 461,17	7 056 496,68

Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent		
Mutations de l'exercice		
Au terme de l'exercice		

Valeur comptable nette au terme de l'exercice	11 373 461,17	7 056 496,68
--	----------------------	---------------------

Créances		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		11 066,86
Mutations de l'exercice :		
Additions		2 838,96
Remboursements (-)		-1 800,00
Cessions et retraits		

Valeur comptable nette au terme de l'exercice		12 105,82
--	--	------------------



PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux représentant au moins 10% du capital souscrit.

Dénomination et adresse du siège	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles		
	Directement		Par les filiales %	Comptes annuels arrêtés au	En unités	
	Nombre	%			Capitaux propres	Résultat net
TEC Brabant Wallon Place Henri Berger, 6 1300 Wavre	8 976	67,33		31/12/09	9 019 946	-98 419
TEC Charleroi Place des Tramways, 9 bte 1 6000 Charleroi	27 546	67,50		31/12/09	20 138 240	-873 826
TEC Hainaut Place Léopold, 9a 7000 Mons	31 274	67,30		31/12/09	9 092 653	-353 994
TEC Liège-Verviers Rue du Bassin, 119 4030 Liège	17 755	67,86		31/12/09	18 583 569	-777 011
TEC Namur-Luxembourg Avenue de Stassart, 12 5000 Namur	7 605	67,40		31/12/09	3 136 632	-1352 393
EUROBUS HOLDING 2 ^{ème} Avenue, 31 4040 Herstal	26 300	26,25		31/12/09	75 631 000	7 199 000
OPTIMOBIL Wallonie SA Boulevard Martin, 27 1340 Ottignies	125	25,00		30/06/09	75 616	10 171
C-TEC SA Rue Vautier, 54 1050 Bruxelles	200	50,00			200 000	0

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE, AUTRES PLACEMENTS		
Actions et parts	33 963 922,62	61 264 086,23
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	33 963 922,62	61 264 086,23
Titres à revenus fixes	3 279 253,70	23 293 666,17
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		
avec une durée résiduelle ou de préavis		
d'un mois au plus		
de plus d'un mois à un an au plus		
de plus d'un an		

COMPTES DE RÉGULARISATION (ACTIF)

Loyers d'autobus versés anticipativement	2 770 777,09
Subventions pour engagements sociaux	3 185 758,23
Divers	2 017 167,48

ÉTAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit	
Au terme de l'exercice précédent	13 955 000,00
Modifications au cours de l'exercice	
Au terme de l'exercice	13 955 000,00

	Nombre d'actions	%
Représentation du capital (actions ordinaires sans désignation de valeur)	550 318	
Actions nominatives	547 848	99,55
Région wallonne		
Lignes ferrées et services d'autobus	264 406	48,05
Lignes ferrées concédées mais non construites	6 381	1,16
Biens cédés par la Région wallonne	1	0,00
Provinces	156 637	28,46
Communes	120 423	21,88
Actions au porteur	2 470	0,45

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques et charges de propre assureur	13 635 916,69
Litiges O.N.S.S	1 270 659,63
Litiges autres	59 295,00

Rubriques	Dettes		
	échéant dans l'année	ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle			
ÉTAT DES DETTES			
Dettes financières	3 780 940,55	49 608 439,42	114 104 630,13
Emprunts obligataires non subordonnés	306 686,43	1 285 347,68	2 289 117,73
Dettes de location-financement et assimilées			
Etablissements de crédit	3 474 254,12	48 323 091,74	109 940 512,40
Autres emprunts			1 875 000,00
Autres dettes	116 434,55	371 197,49	322 014,51
TOTAL	3 897 375,10	49 979 636,91	114 426 644,64

Rubriques	Dettes (ou partie de dettes) garanties par	
	les pouvoirs publics belges	des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
DETTES GARANTIES		
Dettes financières	165 619 010,10	
Emprunts obligataires non subordonnés	3 881 151,84	
Etablissements de crédit	161 737 858,26	
Autres emprunts		
Autres dettes	809 646,55	
TOTAL	166 428 656,65	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts	
Dettes fiscales non échues	666 012,65
Rémunérations et charges sociales	
Autres dettes salariales et sociales	3 281 687,04

Rubriques	Exercice 2008
COMPTES DE RÉGULARISATION (PASSIF)	
Principalement prorata d'intérêts sur emprunts, prorata de loyers sur matériel roulant, plus-values sur opérations de «sale and rent back» à répartir sur la durée de l'opération et subventions relatives à des exercices ultérieurs	24 384 046,06

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
RÉSULTATS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		
Autres produits d'exploitation dont		
Subsides d'exploitation obtenus des pouvoirs publics	67 404 242,81	57 694 367,94
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	138	131
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	127,6	121,7
Nombre effectif d'heures prestées	202 955	188 827
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	7 393 272,27	7 038 634,97
Cotisations patronales d'assurances sociales	3 233 930,23	2 552 272,16
Primes patronales pour assurances extra-légales	2 692 508,14	2 526 726,10
Autres frais de personnel	513 948,57	284 765,21
Pensions	24 517 769,46	21 656 695,63
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées		
Reprises		
Sur créances commerciales		
Actées	358 969,48	
Reprises	-1 500,00	-799,21
Provisions pour risques et charges		
Constituées	234 834,13	936 618,27
Utilisations et reprises	-5 226 979,27	-534 674,11
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	34 199,56	31 829,75
Autres	6 201 865,93	4 899,08
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	1	5
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	2,4	3,1
Nombre effectif d'heures prestées	4 660	6 015
Frais pour l'entreprise	134 512,34	163 575,09

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
RÉSULTATS FINANCIERS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	8 193 321,28	7 106 862,34
Ventilation des autres produits		
Plus-values sur actifs circulants	632 854,77	2 711 230,91
Produits financiers sur produits dérivés	827 280,00	70 262,14
Autres	55 414,72	48 508,45
Amortissements des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS		
Autres produits exceptionnels		
Reprise d'amortissements sur immobilisations corporelles	20 007,61	
Annulation de la double prise en charge de la prime d'intéressement de 2007	27 664,40	
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	15 000,00	
Autres charges exceptionnelles		
Restitution de plus-values sur vente à la Région wallonne	15 000,00	
Annulation indexation réelle 2008 subvention d'exploitation	196 786,66	
Remboursement du solde non utilisé de la subvention RER SNCB	17 883,43	

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts sur le résultat de l'exercice		
Impôts et précomptes dus ou versés	249 388,79	

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS		
Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales portées en compte		
A l'entreprise (déductibles)	45 763 614,29	51 427 343,39
Par l'entreprise	32 222 676,29	56 732 897,49
Montants retenus à charge de tiers, au titre de		
Précompte professionnel	5 852 641,04	5 694 208,10
Précompte mobilier	58 250,77	58 462,66

Rubriques	Exercice 2009
DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise	
Gages sur d'autres actifs	
Valeur comptable des actifs gagés	81 181,80
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, non portés au bilan	
Titres de transport en dépôt	
Engagements importants d'acquisition d'immobilisations	
Autobus	20 814 976,00
Investissements d'infrastructure	18 001 700,00
Engagements importants de cession d'immobilisations	
Convention prévoyant une option de vente exerçable par la SRWT entre le 1/10/2010 et le 30/09/2011 de la totalité des participations qu'elle détient dans Eurobus Holding	
Litiges importants et autres engagements importants	
Montants de loyers d'autobus non repris au bilan encore à échoir	110 921 530,32
Intérêts à échoir sur emprunts d'investissements non repris au passif	60 348 124,98
Emprunts conclus au nom de la SRWT pour compte des TEC dans le cadre du contrat de commission organisant la réalisation et le financement des investissements d'exploitation	672 500,00
TEC Brabant Wallon	400 000,00
TEC Charleroi	0,00
TEC Hainaut	77 500,00
TEC Liège - Verviers	0,00
TEC Namur - Luxembourg	195 000,00

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES		
Immobilisations financières		
Participations	11 373 461,17	11 323 461,17
Créances		
A plus d'un an		
A un an au plus	14 693 877,96	12 892 371,05
Dettes		
A plus d'un an		7 625 000,00
A un an au plus	24 442 571,14	20 788 820,09
Résultats financiers		
Produits des actifs circulants		
Charges des dettes	104 666,91	187 396,59

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION		
Immobilisations financières		
Participations	6 544 599,70	6 519 599,70
Créances		

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS		
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats	146 453,20	

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES COMMISSAIRES		
Emoluments des commissaires	14 772,80	
Emoluments pour mission autre que révisoriale	8 200,00	

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR		
Estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur dans les comptes, avec indications sur la nature et le volume des instruments		
Couverture gasoil	421,59	
Couverture de taux	1 731,83	

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS		
L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion.		



Rubriques	Exercice 2009 Temps plein	Exercice 2009 Temps partiel	Exercice 2009 Total en équivalent temps plein	Exercice 2008 Total en équivalent temps plein
BILAN SOCIAL				
Etat des personnes occupées Travailleurs inscrits au registre du personnel				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	107,0	33,0	127,6	121,7
Nombre effectif d'heures prestées	171 861	31 094	202 955	188 827
Frais de personnel	12 449 141,50	1 248 706,59	13 697 848,09	12 284 014,95
Avantages accordés en sus du salaire			135 811,12	118 925,11

Rubriques	Temps plein	Temps partiel	Total équivalent temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	109	29	129,6
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	107	29	127,6
Contrat à durée déterminée	2		2,0
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	78	7	83,3
de niveau primaire			
de niveau secondaire	33	6	37,5
de niveau supérieur non universitaire	12		12,0
de niveau supérieur universitaire	33	1	33,8
Femmes	31	22	46,3
de niveau primaire			
de niveau secondaire	15	17	26,0
de niveau supérieur non universitaire	6	3	8,6
de niveau supérieur universitaire	10	2	11,7
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	35	3	37,4
Employés	74	19	88,7
Ouvriers		7	3,5
Autres			

Rubriques	Personnel intérimaire	Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise au cours de l'exercice		
Nombre moyen de personnes occupées	2,4	
Nombre effectif d'heures prestées	4 660	
Frais pour l'entreprise	134 512,34	

Rubriques	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE			
Entrées			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	12		12,0
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	10		10,0
Contrat à durée déterminée	2		2,0
Contrat de remplacement			

Sorties			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	4	1	4,8
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	4	1	4,8
Contrat à durée déterminée			
Contrat de remplacement			
Par motif de fin de contrat			
Pension	2		2,0
Prépension			
Licenciement			
Autre motif	2	1	2,8

Rubriques	Hommes	femmes
RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE		
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernées	40	20
Nombre d'heures de formation suivies	1 278	1 085
Coût net pour l'entreprise	81 137,03	51 490,64
dont coût brut directement lié aux formations	85 430,95	57 496,76
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs		
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	4 293,92	6 006,12
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernées	7	8
Nombre d'heures de formation suivies	1 739	1 912
Coût net pour l'entreprise	66 735,13	45 353,77
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernées		
Nombre d'heures de formation suivies		
Coût net pour l'entreprise		



RÈGLES D'ÉVALUATION

Actif

Frais d'établissement (rubrique I)

Les frais de constitution et d'augmentation de capital ainsi que les autres frais d'établissement sont amortis en cinq ans.

Les frais d'émission d'emprunts et primes de remboursement sont amortis par tranches égales sur la durée des emprunts auxquels ils se rapportent.

Immobilisations incorporelles (rubrique II)

Les immobilisations incorporelles sont prises en charge dans l'exercice au cours duquel ces frais sont exposés.

Toutefois, les logiciels informatiques acquis à l'extérieur sont amortis sur trois ans.

Immobilisations corporelles (rubrique III)

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, ou à leur coût de revient, ou à leur valeur d'apport y compris les frais accessoires notamment la quote-part non déductible de la T.V.A.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de conventions similaires dont les versements échelonnés prévus au contrat sont assurés par un organisme financier en contrepartie d'un paiement unique effectué au début de la transaction (Payment Undertaking Agreement) sont traités de la manière suivante :

- Les droits d'usage y compris les frais accessoires sont portés à l'actif dans la rubrique correspondant aux immobilisations concernées et amortis au même taux.
- Le versement à l'organisme financier qui assurera le paiement des versements échelonnés apure la dette de location financement.
- L'engagement qui subsiste vis-à-vis du « lessor » de procéder aux versements échelonnés est acté dans les comptes d'ordre.
- Les profits dégagés par cette transaction seront portés en produit au rythme des amortissements comptables.

Les amortissements sont pratiqués d'une manière linéaire sur la durée de vie présumée des immobilisations.

En ce qui concerne les biens acquis avant le 1^{er} janvier 1991 et transférés par la S.N.C.V. :

a) les biens transférés par la SRWT aux TEC, à savoir le mobilier, le matériel de bureau et l'outillage, sont valorisés à leur valeur nette comptable et sont amortis sur quatre ans ;

b) les biens transférés à la SRWT sont amortis selon le plan d'amortissement en application à la S.N.C.V.

En ce qui concerne les pièces relais (moteurs, boîtes, ponts) liées au matériel roulant, celles-ci sont amorties sur la même durée que les véhicules pour lesquels elles doivent servir.

Pour les biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1991, les taux d'amortissement sont les suivants :

Composant de l'actif	Durée de vie	Taux en %
Terrains	Illimitée	0
Bâtiments	30 ans	3,33
Installations bâtiments	20 ans	5
Voies	25 ans	4
Lignes aériennes	25 ans	4
Sous-stations de traction	25 ans	4
Machines, matériel, équipement de télécommunication et techniques spéciales	10 ans	10
Matériel roulant ferré	25 ans	4
Autobus de la « Classe I » (articulés)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe II » (standard et midi 60 places)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe III » (midi 40 places et mini)	8 ans	12,50
Autobus pour personnes à mobilité réduite (mini)	6 ans	16,67
Autobus d'occasion	Règles habituelles en tenant compte de la date de première mise en circulation comme date de départ	
Transformation du matériel roulant ferré et renouvellement des bus afin d'allonger la durée d'utilisation	En fonction de la durée d'utilisation restante estimée	
Véhicules utilitaires	10 ans	10
Automobiles et camionnettes	5 ans	20
Mobilier et assimilés, machines de bureau	5 ans	20
Outillage portatif	5 ans	20
Informatique mainframe	5 ans	20
Micro informatique (PC, réseau et périphériques)	3 ans	33,33
Sites propres	15 ans	6,66
Bâtiment de Robermont, La Villette et Jumet	20 ans	5
Installations de Robermont, La Villette et Jumet	9 ans	11,1
Téléphonie fixe	10 ans	10
Téléphonie mobile	3 ans	33,33

Lorsque, du fait du recours à un financement alternatif, des biens immobilisés ne sont pas repris dans les livres de la société, les charges générées par le financement de ces biens sont mises en compte de manière à ce que leur répartition dans le temps se rapproche le plus possible de la durée d'amortissement prévue dans les règles d'évaluation pour de tels biens.

Immobilisations financières (rubrique IV)

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport, à l'exclusion des frais accessoires et sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

Les autres créances et cautionnements en numéraire sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Créances à plus d'un an et créances à un an au plus (rubriques V et VII)

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

En cas de faillites ou concordats, les créances impayées sont considérées comme douteuses et leur valeur totale nette, hors T.V.A., fait l'objet d'une réduction de valeur.

En dehors de ces cas, d'autres créances peuvent être transférées à la rubrique « Clients douteux » ou « Créances douteuses » et faire l'objet de réductions de valeur adaptées à chaque situation.

Stocks et commandes en cours (rubrique VI)

Les stocks d'approvisionnements et fournitures sont valorisés selon la méthode des prix moyens pondérés.

A la clôture de chaque exercice, les casiers comprenant des articles de stock qui n'ont plus été movimentés, soit par de nouvelles entrées consécutives à des commandes ou à des fabrications internes, soit par de nouvelles sorties sur centre de coût ou ordre ou consécutives à des corrections d'inventaire, depuis plus de trois ans, font l'objet d'une réduction de valeur totale, sauf pour les articles du stock destinés au réseau ferré pour lesquels cette période est portée à dix ans.

Tout article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur et qui serait sorti du stock sur centre de coût ou ordre ou suite à des corrections d'inventaire fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de son utilisation.

Dans le cas où une nouvelle commande ou fabrication interne devait survenir pour un article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur, c'est l'ensemble du casier qui fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de la nouvelle entrée en stock.

La procédure de valorisation suivante est appliquée aux pièces relais importantes qui font l'objet de réparation dans le cadre d'un processus d'échange standard :

- lors de l'achat de la pièce neuve, celle-ci est immobilisée et amortie sur la durée d'amortissement restante des véhicules les plus récents auxquels elle se rapporte ;

- ces pièces sont alors reprises en stock sans valeur ;
- ensuite, lors du processus d'échange standard, la pièce démontée du véhicule qui est réparée rentre dans le stock pour une valeur égale au coût de la réparation.

Cette procédure s'applique aux pièces suivantes :

- Moteurs
- Boîtes de vitesse
- Ponts

D'une manière générale, les fabrications pour stocks (en ce compris les récupérations et réparations de pièces) sont valorisées et rentrées en stock pour une valeur égale à leur coût de revient.

Ces règles d'évaluation s'appliquent à l'ensemble des stocks quelle que soit leur localisation physique.

Les en-cours de fabrication et les commandes en cours d'exécution sont portés à l'actif du bilan à leur coût de revient.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles (rubriques VIII et IX)

Les titres à revenu fixe sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Comptes de régularisation (rubrique X)

Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évaluées en suivant la règle proportionnelle.

Les revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice en cours, sont évalués au montant de la quote-part afférente à cet exercice.

Passif**Provisions pour risques et charges (rubrique VII)**

A la clôture de l'exercice, il est procédé, avec prudence, sincérité et bonne foi, à l'examen des provisions à constituer, à reprendre ou à annuler pour couvrir les risques prévus.

Plus précisément en ce qui concerne les risques liés aux anciens dossiers « propre assureur » encore en litige hérités de la S.N.C.V., on couvrira l'estimation faite par le service des assurances sur base d'une addition de tous les litiges en cours :

- à 100 % pour les secteurs accidents du travail et responsabilité civile accidents de circulation,
- à 55 % pour le secteur maladies professionnelles vu le caractère plus aléatoire de l'aboutissement en notre défaveur de l'ensemble de ces dossiers.

A partir de l'exercice comptable 1991, les provisions pour gros entretiens et réparations et les provisions pour pneus ne sont plus constituées.

En 1993, la Région a apporté au capital de la société les biens dont elle avait hérité de l'Etat en vertu de l'article 57 paragraphe 2 de la loi de financement. Un certain nombre de litiges liés à la construction de ces biens ont dû également être repris par la SRWT. Vu le caractère aléatoire de l'aboutissement des requêtes des parties adverses, ces litiges seront couverts à concurrence de 50 %.

L'exploitation de nos dépôts pendant de nombreuses décennies est susceptible d'avoir généré une pollution du sol. Ce risque potentiel étant impossible à évaluer sans engager des frais considérables, il n'est pas couvert par une provision.

Une provision est cependant constituée sur base d'une estimation faite par un expert dans les cas suivants :

- pollution avérée suite à un incident ou à un contrôle,
- constatation suite à une expertise réalisée dans le cadre du renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an et dettes à un an au plus (rubriques VIII et IX)

Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les dettes de location-financement sont évaluées pour la partie des versements à échoir, qui représente la reconstitution du capital de la valeur du bien auquel le contrat se rapporte.

Compte de régularisation (rubrique X)

Les revenus perçus pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évalués en suivant la règle proportionnelle.

Les charges qui seront payées au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont afférentes à l'exercice en cours, sont évaluées au montant afférent à cet exercice.

Droits et engagements hors bilan (Annexe 5.13)

Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés à l'annexe, par catégorie, pour la valeur nominale figurant au contrat ou à la convention ou à défaut pour leur valeur estimée.

RENSEIGNEMENTS DIVERS**Description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie**

La SRWT assume les charges afférentes aux engagements sociaux nés des différents régimes d'allocations extralégales qui étaient d'application dans les sociétés d'origine du groupe TEC. Ces allocations recouvrent les domaines suivants :

- Les compléments de pensions de survie et de retraite (pour les agents admis à la pension avant 1993) et les allocations d'invalidité des allocataires sociaux issus de l'ex-S.N.C.V. Il s'agit des avantages octroyés par les anciennes caisses sociales, à savoir ::
 - la Caisse d'Assurance Mixte (C.A.M.);
 - la Caisse de Répartition d'Allocations complémentaires à la pension légale (C.R.A.);
 - la Caisse de Répartition d'allocations aux agents Invalides (C.R.I.);
- Les compléments de pensions de survie et de retraite des allocataires sociaux des anciennes sociétés de transport urbain (STIL, STIC, STIV) admis à la pension avant 1993.

Elle assume également les charges liées aux allocations versées aux travailleurs ayant atteint 55 ans d'âge et

tombant dans le champ d'application des conventions collectives de travail organisant un régime d'allocations complémentaires au chômage en faveur de certains travailleurs licenciés.

En outre, la SRWT assume les charges afférentes à l'assurance-groupe souscrite en 1993 en faveur de l'ensemble du personnel actif du groupe TEC. Cette assurance-groupe, instaurée dans le but de mettre le régime de pensions complémentaires en conformité avec les dispositions légales, a été profondément modifiée avec effet au 1er janvier 1998. La formule du type « but à atteindre », traduction des anciens règlements de pension, a été transformée en formule « contribution définie », dont le principe est de générer à l'âge de la retraite un capital résultant de cotisations, personnelles et patronales, directement proportionnelles à la rémunération. La formule « but à atteindre » est cependant restée d'application pour les agents entrés en service avant 1998 lorsque celle-ci leur est plus avantageuse.

L'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les pensions complémentaires, dite « loi VANDENBROUCKE », a entraîné une réévaluation substantielle des réserves à constituer pour garantir les engagements correspondants pour la partie « but à atteindre » résiduelle. Toutefois, la CBFA a accordé à la SRWT une dispense de réévaluer ces réserves,

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

SUR LES COMPTES SOCIAUX

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confié par le Gouvernement wallon auprès de la Société Régionale Wallonne du Transport. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions et informations complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 470.223.861 € et dont le compte de résultats se solde par une perte de l'exercice de 1.106.890 €.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2009 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- A la clôture de l'exercice 2008, conformément au contrat de gestion, le solde de la subvention d'exploitation avait été comptabilisé à concurrence de 196.787 €. Toutefois, le gouvernement wallon n'a pas inscrit à son budget 2009 la liquidation de cette somme de sorte qu'une charge exceptionnelle du même montant a dû être comptabilisée.

Nous tenons enfin à remercier le Directeur financier ainsi que le responsable de la comptabilité pour l'aide efficace qu'ils nous ont apportée tout au long de nos travaux de contrôle.

Le 14 mai 2010

Le Collège des Commissaires

S.c.P.R.L DELBROUCK,
CAMMARATA, GILLES & Associés
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
P. CAMMARATA

S.c.P.R.L. LAFONTAINE,
DETILLEUX & Cie
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
L. LAFONTAINE

S.C.R.L. RSM Interaudit
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
T. LEJUSTE

à la condition que le véhicule financier des pensions complémentaires « but à atteindre » soit à l'avenir une institution de retraite professionnelle, qui reprendrait à sa charge les anciens régimes garantis à titre de droits acquis. Cette institution appelée « TEC-Pension », créée en septembre 2008, a été agréée par la CBFA.

Annuités dues par les actionnaires publics et emprunts obligataires publics

Les actionnaires publics de la S.N.C.V. avaient, lors de la souscription des capitaux, le choix entre la libération directe en espèces ou la libération directe au travers du versement pendant 90 ans d'une annuité constante comprenant le principal et l'intérêt.

Cette créance sur les actionnaires est comptabilisée à l'actif (29). En contrepartie de ce mode de libération des capitaux et afin de dégager immédiatement les moyens financiers nécessaires à la construction des lignes, la S.N.C.V. a émis des emprunts obligataires publics dont le service a le même profil que les annuités dues par les actionnaires.

Ces emprunts sont comptabilisés au passif, tant pour le capital (171) que pour les intérêts (179) et constituent le pendant des annuités des actionnaires comptabilisées à l'actif (29).

Du fait que, tant au passif qu'à l'actif, on ait comptabilisé les intérêts, ces mouvements financiers n'ont aucun impact sur le résultat. Il faut noter que l'émission des emprunts publics n'a pas toujours coïncidé avec le début du paiement des annuités, ce qui a généré un décalage entre les montants comptabilisés à l'actif et au passif.

Organisation des investissements du groupe TEC

Le Contrat de gestion 2006-2010 conclu entre la Région wallonne et le groupe TEC subdivise les investissements en quatre grandes catégories :

- les Investissements d'Infrastructure ;
- les Investissements d'Exploitation ;
- la finalisation du Métro léger de Charleroi ;
- les Investissements Spécifiques.

a) Investissements d'Infrastructure.

Les investissements d'infrastructure sont constitués des investissements réalisés sur le domaine public et prioritairement affectés par la Région au transport en commun.

Ces investissements concernent essentiellement les ouvrages de génie civil, les infrastructures ferroviaires et

routières, les sites propres, les gares de correspondance ainsi que tous leurs équipements annexes.

Ces investissements sont réalisés par la SRWT et financés grâce à un subside en capital de la Région wallonne en faveur de la SRWT, sauf en ce qui concerne la finalisation du métro léger de Charleroi (fermeture de la boucle, prolongation de l'antenne de Gilly et de l'antenne de Gosselies) qui est financée par emprunt par la SRWT.

b) Investissements d'exploitation.

Par investissements d'exploitation, il faut entendre le matériel roulant, les systèmes de perception, de transmission, de régulation du trafic et de sécurité (hors métro), les bâtiments (bâtiments administratifs, ateliers et dépôts), les équipements, les outils de gestion et d'exploitation et, en général, tout moyen nécessaire à la réalisation des missions des TEC.

L'essentiel de ces investissements est financé par emprunt ou via des financements alternatifs.

Le solde des investissements d'exploitation est financé par les TEC avec leur trésorerie propre ou fait l'objet d'un subside en capital de la Région wallonne.

Ces investissements sont pour la plupart réalisés et, en cas de financement par emprunt ou alternatif, financés par la SRWT en vertu d'un contrat de commission conclu avec les cinq TEC.

c) Finalisation du Métro léger de Charleroi.

Cet investissement est réalisé et financé par emprunt par la SRWT, suivant le même mécanisme que les investissements d'exploitation.

d) Investissements spécifiques.

Il s'agit d'investissements moins importants (mobilier, matériel de bureau et informatique, machines, outillage, véhicules de service ...) qui n'ont pu rentrer dans les deux autres catégories et qui sont financés par chaque société sur leur trésorerie propre.

Litiges relatifs à des biens cédés par la Région wallonne à la SRWT

En 1993, la Région a apporté au capital de la Société des biens dont elle avait hérité de l'Etat en vertu de l'article 57 paragraphe 2 de la loi de financement. Un certain nombre de litiges liés à ces biens ont dû également être repris par la SRWT. Il subsiste cependant quelques litiges pour lesquels il n'a pas encore été statué définitivement sur le fait de savoir s'ils incombaient à la Région wallonne ou à la SRWT. Actuellement, ces dossiers sont gérés par la Région.



COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport annuel financier 2009, 19^{ème} exercice social présenté par le Conseil d'administration et par les Commissaires aux Comptes

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

L'augmentation continue du chiffre d'affaires consolidé depuis 2003, s'est encore confirmée en 2009 avec une hausse de 5,66 %.

Cette évolution s'accompagne d'une fidélisation de la clientèle, puisque c'est l'augmentation des recettes abonnements qui en est la cause principale avec une hausse de 17,21 %.

La fréquentation a ainsi atteint le niveau historique de 262 millions de voyageurs, soit une progression de 8,24 %.

Paradoxalement, les moyens financiers pour faire face à cette augmentation continue de la clientèle sont en 2009 devenus insuffisants tant au niveau de l'exploitation que des investissements d'exploitation.

En effet, suite aux répercussions de la crise financière et économique sur les finances de la Région wallonne, le Gouvernement wallon a décidé de déroger au contrat de gestion et de supprimer l'indexation (plus un pourcent pour les TEC) de la subvention d'exploitation des sociétés du groupe et de ne pas payer le solde de subvention restant dû pour l'exercice 2008.

De même la Région wallonne n'a pas pu s'engager sur une augmentation suffisante de la subvention d'investissement d'exploitation pour permettre à la SRWT de faire face, au rythme prévu, au remplacement du parc d'autobus et à la construction de nouveaux dépôts pour les accueillir. De ce fait les commandes de nouveaux autobus ont été étalées dans le temps et les projets de nouveaux dépôts mis en attente.

Le budget initial 2010 de la Région wallonne prévoit le maintien du blocage des subventions au même niveau qu'en 2009 hors effet non récurrents. L'année 2010 sera donc probablement une année difficile pour le groupe TEC, mais aussi une année charnière puisque c'est au cours de cette année que le futur contrat de gestion 2011/2015 devra être négocié. Celui-ci sera déterminant pour l'avenir des Transports en commun en Région wallonne.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

A. Généralités

L'exercice se clôture avec une perte consolidée de 2.672.794,10 euros.

En voici le détail :

Résultat courant avant impôts :	+ 2.664.122,65 euros
Résultat exceptionnel :	- 6.959.879,30 euros
Impôts :	- 266.774,95 euros

Perte de l'exercice des sociétés consolidées par intégration globale :	- 4.562.531,60 euros
--	----------------------

Quote-part des entreprises mises en équivalence :	+ 1.889.737,50 euros
---	----------------------

Perte consolidée :	- 2.672.794,10 euros
--------------------	----------------------

Cette dernière se répartit comme suit :

Part des tiers :	- 1.122.513,90 euros
Part du groupe :	- 1.550.280,20 euros

La quote-part des entreprises mises en équivalence correspond à 26,25 % (part de la SRWT dans le capital d'Eurobus Holding) de 7.199.000 euros qui représentent le bénéfice consolidé du Holding au 31 décembre 2009.

Le déficit exceptionnel est dû principalement à la prise en charge du solde de la subvention d'exploitation 2008 encore due par la Région wallonne conformément au contrat de gestion et que cette dernière a décidé de ne pas verser (6990,95 milliers d'EUR).

Voici la contribution de chacune des sociétés consolidées dans le résultat :

TEC Hainaut	- 353.993,52
TEC Namur-Luxembourg	- 1.352.392,73
TEC Liège-Verviers	- 777.010,70
TEC Brabant Wallon	- 98.418,55
TEC Charleroi	- 873.825,88
EBH	+ 1.889.737,50
SRWT	- 1.106.890,22
	- 2.672.794,10

B. Situation bilantaire

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009	Variations
ACTIF (= emploi de fonds)			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	377 501,51	279 714,74	-97 786,77
Immobilisations corporelles	331 234 695,68	399 813 964,26	68 579 268,58
Immobilisations financières	19 660 936,85	20 417 459,89	756 523,04

Actifs circulants			
Créances à plus d'un an	8 384 510,43	7 831 141,75	-553 368,68
Stocks et commandes en cours	19 758 565,10	20 855 854,06	1 097 288,96
Créances à un an au plus	88 167 486,12	70 575 659,92	-17 591 826,20
Placements de trésorerie	84 638 811,06	37 325 921,63	-47 312 889,43
Valeurs disponibles	23 589 397,27	53 435 989,14	29 846 591,87
Comptes de régularisation	9 444 355,49	8 545 567,60	-898 787,89

PASSIF (= origine des fonds)			
Capitaux propres	218 012 704,11	221 408 106,85	3 395 402,74
Intérêts de tiers	16 926 958,49	15 804 444,59	-1 122 513,90
Provisions pour risques et charges	31 172 404,23	25 956 215,80	-5 216 188,43
Dettes à plus d'un an	136 922 964,54	165 208 697,28	28 285 732,74
Dettes à un an au plus	131 652 950,98	145 893 531,05	14 240 580,07
Comptes de régularisation	50 568 277,16	44 810 277,42	-5 757 999,74

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN

Actif

Immobilisations incorporelles

Ce poste reprend les logiciels informatiques qui s'amortissent en trois ans. Sa diminution est due aux amortissements effectués sur les investissements récents, partiellement compensés par les acquisitions de 2009 (extension des licences d'utilisation Hastus, logiciels pour le portail Internet et équipements embarqués).

Immobilisations corporelles

Les acquisitions réalisées dans le domaine des investissements d'infrastructure (aménagement d'arrêts, de gares de correspondance, de sites propres, rénovations du métro léger de Charleroi), des investissements d'exploitation (achat d'autobus et rénovation de trams, plate-forme embarquée, systèmes de caméras embarquées, extension du métro de Charleroi, construction du dépôt de Menuchenet ...) pour une valeur plus importante que les amortissements, les cessions et les désaffectations, sont à l'origine de la hausse de ce poste.

Immobilisations financières

L'évolution de ce poste s'explique surtout par une augmentation de la valeur des participations dans Eurobus Holding suite aux bons résultats 2009.

Créances à plus d'un an

L'évolution de ce poste, en grande partie composé du poste équivalent de la SRWT, est due à l'extinction progressive des créances de la SRWT sur ses actionnaires publics dans le cadre de la dette qu'ils ont contractée pour la libération du capital auquel ils ont souscrit.

Stocks et commandes en cours

L'augmentation de ce poste est due principalement à l'augmentation de la valeur des stocks de pièces de rechange (autobus et trams).

Créances à un an au plus

Le mécanisme de la consolidation a pour effet d'éliminer les créances entre sociétés du groupe, générées par les nombreuses relations existant entre elles. L'évolution de ce poste s'explique principalement par une diminution des subsides restant à recevoir de la Région wallonne et des créances liées à la facturation d'autobus neufs dans le cadre d'opérations de « sale and lease back ».

Placements de trésorerie

Ce poste est constitué par les fonds disponibles sur les emprunts d'investissements conclus par la SRWT.

Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles sont essentiellement composées des fonds présents au 31/12/2009 sur les comptes financiers repris dans le système de centralisation des trésoreries des organismes d'intérêts publics wallons qui présentent un solde positif.

Comptes de régularisation

Ce poste diminue progressivement principalement par la prise en charge, chaque année, des loyers d'autobus payés anticipativement en 1994.

Passif

Capitaux propres

L'augmentation des capitaux propres est due à celle des subsides en capital (+6.129,7 milliers d'euros), partiellement compensée par la diminution des réserves consolidées (- 2.734,4 milliers).

Intérêts de tiers

Ce poste est constitué de la part des fonds propres (hors subsides en capital) revenant aux actionnaires hors groupe. Son évolution correspond à la part des tiers dans le résultat de l'exercice (- 1.122,5 milliers d'euros).

Provisions pour risques et charges

L'évolution de ce poste s'explique par la variation des provisions constituées pour couvrir des risques divers tels que le risque de « propre assureur » (-99,5 milliers d'euros à la SRWT, -22,8 milliers d'euros au TEC Hainaut), des provisions pour litiges sociaux et fiscaux dans les sociétés TEC (- 147,9 milliers d'euros), des provisions pour les autres risques et charges destinées essentiellement à couvrir des mesures de dépollution (-237,1 milliers d'euros au TEC Hainaut, +136,0 milliers d'euros au TEC Namur-Luxembourg, -160,0 milliers d'euros au TEC Liège-Verviers, -37,9 milliers d'euros au TEC Brabant-Wallon et +245,8 milliers d'euros au TEC Charleroi), et des provisions pour les autres risques et charges gérés par la SRWT (- 4.892,7 milliers d'euros). En ce qui concerne les provisions pour dépollution, celles-ci sont constituées lorsqu'une pollution est découverte, soit suite à un incident ou à un contrôle, soit lors d'expertises nécessaires au renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an

Les dettes à plus d'un an sont constituées des emprunts de la S.N.C.V. attribués à la SRWT lors de la régionalisation et des emprunts conclus par le Groupe TEC pour assurer le financement et le refinancement des investissements d'exploitation ainsi que l'extension du métro léger de Charleroi.

L'augmentation de ce poste est due au nombre important d'autobus commandés pour pourvoir à leur renouvellement mais aussi pour faire face à la croissance continue du nombre de voyageurs, ainsi qu'à la poursuite des chantiers de l'extension du métro léger de Charleroi.

Dettes à un an au plus

L'évolution de ce poste est due principalement à l'augmentation des dettes vis-à-vis des établissements de crédit qui sont composées essentiellement des comptes financiers repris dans le système de centralisation des OIP wallons qui présentent un solde négatif au 31/12/2009 ainsi que par l'augmentation des dettes commerciales. Ces augmentations sont partiellement compensées par la diminution des dettes salariales et fiscales et des dettes à plus d'un an échéant dans l'année.

Comptes de régularisation

L'évolution à la baisse de ce poste est essentiellement due à l'utilisation en 2009 d'une partie de la subvention destinée à couvrir des charges liées à la sécurisation du réseau et à la gestion des ressources humaines sur la durée du Contrat de Gestion et à la diminution d'encaissements de subventions pour charges d'infrastructure se rapportant à des exercices ultérieurs.



C. Résultats

Rubriques	31/12/2008	31/12/2009	Variations
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
1. Ventes et prestations			
Chiffre d'affaires	104 576 680,16	110 496 214,27	5 919 534,11
Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution	177 752,43	58 906,18	-118 846,25
Production immobilisée	93 206,53	19 537,80	-73 668,73
Autres produits d'exploitation	385 347 798,06	410 251 785,74	24 903 987,68
TOTAL	490 195 437,18	520 826 443,99	30 631 006,81

2. Coût des ventes et prestations			
Approvisionnements et marchandises	46 294 860,03	45 631 293,62	-663 566,41
Services et biens divers	154 258 231,86	166 067 284,97	11 809 053,11
Rémunérations, charges sociales et pensions	257 474 517,39	275 264 314,79	17 789 797,40
Amortissements et réductions de valeur	31 085 901,90	35 754 697,75	4 668 795,85
Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours et créances commerciales	104 527,09	307 315,73	202 788,64
Provisions	1 135 951,08	-5 152 829,58	-6 288 780,66
Autres charges d'exploitation	299 244,01	6 469 354,26	6 170 110,25
TOTAL	490 653 233,36	524 341 431,54	33 688 198,18

3. Résultats d'exploitation	-457 796,18	-3 514 987,55	-3 057 191,37
------------------------------------	--------------------	----------------------	----------------------

RÉSULTATS FINANCIERS			
Produits financiers	13 723 497,13	13 453 256,58	-270 240,55
Charges financières	4 633 219,69	7 274 146,38	2 640 926,69

4. Résultat courant avant impôts	8 632 481,26	2 664 122,65	-5 968 358,61
---	---------------------	---------------------	----------------------

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels	638 829,19	287 848,75	-350 980,44
Charges exceptionnelles	10 097 799,99	7 247 728,05	-2 850 071,94
5. Résultat de l'exercice avant impôts	-826 489,54	-4 295 756,65	-3 469 267,11
Impôts sur le résultat	297 213,11	266 774,95	-30 438,16
6. Résultat de l'exercice	-1 123 702,65	-4 562 531,60	-3 438 828,95
Quote-part des entreprises mises en équivalence	2 141 737,50	1 889 737,50	-252 000,00
7. Bénéfice consolidé	1 018 034,85	-2 672 794,10	-3 690 828,95
Part des tiers dans le résultat	-532 684,54	-1 122 513,90	-589 829,36
Part du groupe dans le résultat	1 550 719,39	-1 550 280,20	-3 100 999,59

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 110.496 milliers d'euros et présente une augmentation de 5.919 milliers d'euros répartis de la manière suivante :

TEC Hainaut	+915
TEC Namur-Luxembourg	+981
TEC Liège-Verviers	+2.463
TEC Brabant Wallon	+1.106
TEC Charleroi	+454

Ces chiffres illustrent la hausse des recettes de trafic due principalement à l'augmentation de la fréquentation.

Autres produits d'exploitation

Ce poste reprend dans sa majorité les subventions d'exploitation et les subventions d'investissements d'exploitation versées par la Région wallonne au groupe TEC. En 2009, l'indexation (plus un pourcent pour les TEC) de la subvention d'exploitation prévue par le contrat de gestion n'a pas été appliquée en raison des difficultés budgétaires rencontrées par la Région wallonne, mais plusieurs nouvelles subventions ont été accordées au groupe pour lui permettre de faire face aux conséquences financières de décisions prises par le Gouvernement wallon (non indexation des tarifs, nouvelles lignes interrégionales, métro léger de Charleroi, gratuité en cas de pics de pollution, réduction pour les statuts OMNIO) ou à des charges héritées du passé (engagements sociaux, litige Van Hool).

Approvisionnements et marchandises

La diminution de ce poste est due principalement à la baisse du prix du gasoil en 2009.

Services et biens divers

L'évolution de ce poste est principalement due à la hausse du coût des prestations des transporteurs privés auxquels une partie de notre activité est sous-traitée, ainsi qu'à l'augmentation des frais d'experts et de consultants et des frais de formations (Académie de la Mobilité), partiellement compensée par la diminution des charges d'infrastructure et des frais liés à la promotion commerciale.

Rémunérations, charges sociales et pensions

Ce poste a été normalement influencé par son évolution naturelle (ancienneté, nouveaux bénéficiaires, décès, indexation...).

Amortissements et réductions de valeur

L'évolution de ce poste est liée à celle des différents postes des immobilisations (voir actif du bilan).

Produits financiers

Ce poste a été influencé par la baisse des taux d'intérêts.

Charges financières

L'augmentation de ce poste est due aux charges de dettes liées aux nouveaux emprunts que la SRWT a contractés au cours de l'exercice 2009 pour financer les investissements d'exploitation et les travaux du métro léger de Charleroi.

Charges exceptionnelles

Ces charges se composent, pour une majorité, du solde de la subvention d'exploitation encore dû pour 2008, mais que la Région wallonne a décidé de ne pas verser en raison de ses problèmes budgétaires.

Bénéfice consolidé

La perte consolidée de 2.673 milliers d'euros se ventile comme suit :

- perte de 1.123 milliers d'euros attribuée aux intérêts minoritaires ;
- perte de 1.550 milliers d'euros attribués à la maison mère.



D. Chiffres clés et ratios

Rubriques	2007	2008	2009
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	207 361	218 013	221 433
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	17 163	51 762	7 891
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	-37 643	-49 714	-62 830
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	54 806	101 476	70 721
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	-131 447	-143 466	-154 838
Taux de valeur ajoutée (en %)	-56,15	-70,51	- 68,98
Valeur ajoutée par personne occupée (en euros)	-13 100	-20 039	-17 678
Ratio de liquidité au sens large	1,05	1,24	1,00
Ratio de liquidité au sens strict	1,14	1,49	1,11
Ratio de solvabilité (en %)	43,61	37,25	35,76

E. Risques et incertitudes

La crise financière puis économique qui a débuté en 2008 a finalement mis à mal en 2009 les finances des pouvoirs publics qui ont dû largement intervenir pour en limiter l'ampleur. Confrontée à d'importants problèmes budgétaires, la Région wallonne a décidé unilatéralement de déroger au contrat de gestion qu'elle a conclu avec les sociétés du groupe TEC et a bloqué dès 2009 leurs subventions d'exploitation en supprimant leur indexation (majorée de 1 % pour les TEC). Cette décision a été reconduite lors de la confection du budget initial 2010 et la Région a annoncé la possibilité de la maintenir jusqu'en 2014.

En conséquence, le budget 2010 du groupe TEC présente un résultat déficitaire. L'année 2010 étant celle de la négociation d'un nouveau Contrat de gestion (2011/2015), cette problématique devra être traitée et débouchera, soit sur une augmentation des subventions permettant au groupe TEC de poursuivre son activité sur des bases saines, soit sur des mesures d'économie, concertées au niveau de l'ensemble du groupe, pour ramener les comptes du groupe à l'équilibre dès 2011, soit enfin sur un mixte de ces deux solutions.

DIVERS

Le Conseil d'administration signale qu'il n'y a pas eu, depuis la date de clôture, d'événements qui seraient susceptibles de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière du groupe telle que reprise dans les comptes consolidés.

De même, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de circonstances autres que celles présentées au point E susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement du groupe.

En matière de recherche et de développement, la SRWT a, en 2009, participé aux projets suivants :

- Bus européen du futur : la phase de définition des prototypes du « Bus Européen du Futur », financée par la Communauté Européenne, a bien progressé en 2009. La traduction de ces définitions en tant que spécifications va se poursuivre en 2010.
- Cycles d'essais de consommation : pilotée par la SRWT, dans le cadre de l'UITP, l'extension de la méthode à toutes les dimensions de bus est maintenant acquise. Une nouvelle édition de la brochure vient de sortir de presse. L'application aux véhicules hybrides est à l'étude.
- Observatoire des nouvelles technologies de propulsion : la SRWT s'est associée au projet, piloté par la RATP sous l'égide de l'UITP. Différentes enquêtes ont été diligentées par le groupe de travail, mettant en évidence l'émergence, à moyen terme, de la technologie hybride comme réponse aux exigences de diminution du CO2, gaz à effet de serre.

- Enquête de satisfaction auprès des voyageurs: des conclusions et suggestions issues de l'enquête menée en 2008 ont été intégrées dans les cahiers des charges, et prises en compte pour les véhicules à livrer à partir de 2010.
- Etudes : différents projets pilotes dans le domaine des propulsions alternatives ont progressé en 2009 :
 - les études et assemblages du prototype de bus hybrides sont achevés; l'année 2010 sera consacrée aux tests nécessaires avant mise en exploitation (mise au point, fiabilisation et homologation) ;
 - les 3 autobus fonctionnant au bioéthanol sont en service depuis le mois de septembre 2009.

Aucune société du groupe ne dispose de succursales.

Une couverture de la consommation de gasoil routier du groupe TEC, mise en place par la SRWT en 2006 pour la durée du présent Contrat de gestion (2006-2010), s'est poursuivie en 2009 sous la forme suivante :

- 1/3 du volume via un SWAP : prix fixe ;
- 1/3 du volume via un COLLAR : prix fluctuant à l'intérieur d'une fourchette ;
- 1/3 du volume non couvert : prix fluctuant suivant le marché.



BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE TEC AU 31 DÉCEMBRE 2009

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
ACTIF		
Actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	279 714,74	377 501,51
Immobilisations corporelles	399 813 964,26	331 234 695,68
Terrains et constructions	54 224 292,95	52 045 817,43
Installations, machines et outillage	35 139 126,21	30 181 775,37
Mobilier et matériel roulant	160 523 348,43	117 105 240,83
Location-financement et droits similaires		
Autres immobilisations corporelles	86 650 457,37	78 328 814,81
Immobilisations en cours et acomptes versés	63 276 739,30	53 573 047,24
Immobilisations financières	20 417 459,89	19 660 936,85
Entreprises mises en équivalence		
Participations	19 792 716,54	19 061 962,50
Autres entreprises		
Autres actions et parts	570 595,36	575 754,67
Créances et cautionnements en numéraire	54 147,99	23 219,68

Actifs circulants		
Créances à plus d'un an	7 831 141,75	8 384 510,43
Autres créances	7 831 141,75	8 384 510,43
Stocks et commandes en cours d'exécution	20 855 854,06	19 758 565,10
Stocks	20 190 838,93	19 122 140,99
Approvisionnements	20 096 731,93	19 058 349,15
En-cours de fabrication	94 107,00	63 791,84
Acomptes versés		
Commandes en cours	665 015,13	636 424,11
Créances à un an au plus	70 575 659,92	88 167 486,12
Créances commerciales	30 258 841,75	28 800 412,06
Autres créances	40 316 818,17	59 367 074,06
Placements de trésorerie	37 325 921,63	84 638 811,06
Autres placements	37 325 921,63	84 638 811,06
Valeurs disponibles	53 435 989,14	23 589 397,27
Comptes de régularisation	8 545 567,60	9 444 355,49

TOTAL DE L'ACTIF	619 081 272,99	585 256 259,51
-------------------------	-----------------------	-----------------------

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
PASSIF		
Capitaux propres		
Capital	13 955 000,00	13 955 000,00
Capital souscrit	13 955 000,00	13 955 000,00
Réserves consolidées	24 617 294,92	27 351 712,62
Ecart de consolidation négatif	154,04	
Subsides en capital	182 835 657,89	176 705 991,49

Intérêts de tiers		
Intérêts de tiers	15 804 444,59	16 926 958,49
Intérêts de tiers	16 926 958,49	17 459 643,03
Parts des tiers dans le résultat consolidé de l'exercice	-1 122 513,90	-532 684,54

Provisions et impôts différés		
Provisions pour risques et charges	25 956 215,80	31 172 404,23
Autres risques et charges	25 956 215,80	31 172 404,23

Dettes		
Dettes à plus d'un an	165 208 697,28	136 922 964,54
Dettes financières	164 515 386,12	136 111 326,67
Emprunts obligataires non subordonnés	3 574 465,41	3 881 151,84
Dettes de location-financement et assimilées	129 816,57	129 816,57
Etablissements de crédit	158 936 104,14	131 475 358,26
Autres emprunts	1 875 000,00	625 000,00
Autres dettes et cautionnements reçus en numéraire	693 311,16	811 637,87
Dettes à un an au plus	145 893 531,05	131 652 950,98
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	3 962 375,10	6 367 996,45
Dettes financières	16 103 211,59	384 644,16
Etablissements de crédit	16 103 211,59	384 644,16
Dettes commerciales	49 003 007,36	41 562 495,19
Fournisseurs	48 998 950,45	41 509 065,65
Effets à payer	4 056,91	53 429,54
Acomptes reçus sur commandes	1 584 283,24	2 127 365,51
Dettes fiscales, salariales et sociales	54 646 887,98	68 821 087,70
Impôts	5 303 939,89	6 182 291,36
Rémunérations et charges sociales	49 342 948,09	62 638 796,34
Autres dettes	20 593 765,78	12 389 361,97
Comptes de régularisation	44 810 277,42	50 568 277,16

TOTAL DU PASSIF	619 081 272,99	585 256 259,51
------------------------	-----------------------	-----------------------

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ DU GROUPE TEC AU 31 DÉCEMBRE 2009

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
CHARGES		
Coût des ventes et des prestations	524 341 431,54	490 653 233,36
Approvisionnements et marchandises	45 631 293,62	46 294 860,03
Achats	46 647 644,37	47 593 401,64
Variations des stocks	-1 016 350,75	-1 298 541,61
Services et biens divers	166 067 284,97	154 258 231,86
Rémunérations, charges sociales et pensions	275 264 314,79	257 474 517,39
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles	35 754 697,75	31 085 901,90
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	307 315,73	104 527,09
Provisions pour risques et charges	-5 152 829,58	1 135 951,08
Autres charges d'exploitation	6 469 354,26	299 244,01

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		
Charges financières	7 274 146,38	4 633 219,69
Charges des dettes	6 197 829,57	4 493 854,26
Réductions de valeur sur placements de trésorerie		
Autres charges financières	1 076 316,81	139 365,43

BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS	2 664 122,65	8 632 481,26
Charges exceptionnelles	7 247 728,05	10 097 799,99
Réductions de valeur sur immobilisations financières	185,93	
Provisions pour risques et charges exceptionnels		
Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés	89 513,72	
Autres charges exceptionnelles	7 158 028,40	10 097 799,99

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts	266 774,95	297 213,11

BÉNÉFICE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		
---	--	--

BÉNÉFICE DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	1 889 737,50	2 141 737,50
--	---------------------	---------------------

BÉNÉFICE CONSOLIDÉ		1 018 034,85
---------------------------	--	---------------------

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
PRODUITS		
Ventes et prestations	520 826 443,99	490 195 437,18
Chiffre d'affaires	110 496 214,27	104 576 680,16
Variations des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution	58 906,18	177 752,43
Production immobilisée	19 537,80	93 206,53
Autres produits d'exploitation	410 251 785,74	385 347 798,06

PERTE D'EXPLOITATION	-3 514 987,55	-457 796,18
Produits financiers	13 453 256,58	13 723 497,13
Produits des immobilisations financières	947 771,27	947 771,27
Produits des actifs circulants	893 128,59	2 893 183,18
Autres produits financiers	11 612 356,72	9 882 542,68

PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS		
Produits exceptionnels	287 848,75	638 829,19
Reprises et réductions de valeur sur immobilisations financières	21 067,61	
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	15 000,00	3 000,00
Autres produits exceptionnels	251 781,14	635 829,19

PERTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES	-4 562 531,60	- 1 123 702,65
--	----------------------	-----------------------

PERTE CONSOLIDÉE	-2 672 794,10	
-------------------------	----------------------	--

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
Résultat consolidé	-2 672 794,10	1 018 034,85
Part des tiers dans le résultat	-1 122 513,90	-532 684,54
Part du groupe dans le résultat	-1 550 280,20	1 550 719,39

ANNEXE

I. Critères de mise en oeuvre de la méthode de consolidation par intégration globale

La SRWT détient dans ses filiales :

- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Brabant Wallon
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Charleroi
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Hainaut
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Liège-Verviers
- 51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Namur-Luxembourg

De ce fait, elle contrôle directement ces 5 sociétés.

La méthode de consolidation retenue est donc l'intégration globale.

II. Filiales comprises dans le périmètre de consolidation par intégration globale

Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, mention du numéro de TVA	Droits sociaux détenus directement				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nombre	%	dont parts sans droit de vote	dont parts avec droit de vote	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	(+ ou (-) en unités monétaires	
							Capitaux propres	Résultat net
BE 244.308.059 TEC Brabant Wallon Place Henri Berger, 6 1300 Wavre	8 976	67,33	4 443	4 533	31/12/09	EUR	9 019 946	- 98 419
BE 401.567.330 TEC Charleroi Place des Tramways, 9 bte 1 6000 Charleroi	27 546	67,50	13 596	13 950	31/12/09	EUR	20 138 240	- 873 826
BE 244.311.524 TEC Hainaut Place Léopold, 9a 7000 Mons	31 274	67,30	15 482	15 792	31/12/09	EUR	9 092 653	-353 994
BE 242.319.658 TEC Liège-Verviers Rue du Bassin, 119 4030 Liège	17 755	67,86	8 722	9 033	31/12/09	EUR	18 583 569	-777 011
BE 244.309.049 TEC Namur-Luxembourg Avenue de Stassart, 12 5000 Namur	7 605	67,40	3 759	3 846	31/12/09	EUR	3 136 632	-1 352 393

III. Critères de mise en oeuvre de la méthode de mise en équivalence

La SRWT détient 26,25% de participations dans le capital de la société EUROBUS HOLDING.

La méthode de consolidation retenue est donc la mise en équivalence.

La SRWT détient 25 % du capital d'Optimobil Wallonie, les 75% restant étant répartis à concurrence de 25% chacun entre trois autres associés. L'activité d'Optimobil Wallonie n'étant pas du tout intégrée dans celle de la SRWT, c'est la méthode de consolidation par mise en équivalence qui a été retenue.

IV. Sociétés reprises dans le périmètre de consolidation par la méthode de la mise en équivalence

Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, mention du numéro de TVA	Droits sociaux détenus		Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nombre	%	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	(+ ou (-) en unités monétaires	
					Capitaux propres	Résultat net
BE 459.734.171 EUROBUS HOLDING 2 ^{ème} Avenue, 31 4040 Herstal	26 300	26,25	31/12/09	EUR	75 631 000	7 199 000
BE 0477.194.567 OPTIMOBIL Wallonie SA Boulevard Martin 27 1340 Ottignies	125	25,00	30/06/09	EUR	75 616	10 171

Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation des comptes consolidés sont identiques à celles définies dans les commentaires des comptes 2009 de la SRWT.

Ces règles d'évaluation sont communes aux 6 sociétés consolidées par intégration globale.

Rubriques	Concessions brevets, licences, etc.
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	12 736 187,80
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions, y compris la production immobilisée	161 965,36
Cessions et désaffectations (-)	-1 412,22
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)	3 150,00
Au terme de l'exercice	12 899 890,94

Amortissements et réductions de valeur

Au terme de l'exercice précédent	12 358 686,29
Mutations de l'exercice	
Actés	262 902,13
Repris car excédentaires	
Acquis de tiers	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	-1 412,22
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	12 620 176,20

Valeur comptable nette au terme de l'exercice

279 714,74

Rubriques	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	76 930 038,24	100 920 451,68	256 772 480,06	115 666 500,11	53 573 047,24
Mutations de l'exercice :					
Acquisitions, y compris la production immobilisée	1 643 062,88	2 531 797,16	80 599 776,86	4 373 138,52	32 995 334,14
Cessions et désaffectations (-)	-508 580,84	-202 721,43	-29 006 707,02	-10 842,77	-11 349,90
Transferts d'une rubrique à une autre (-) (+)	4 999 343,77	8 627 723,24	1 052 370,60	8 597 704,57	-23 280 292,18
Au terme de l'exercice	83 063 864,05	111 877 250,65	309 417 920,50	128 626 500,43	63 276 739,30
Plus-values					
Au terme de l'exercice précédent	36 357 613,52	6 607 407,43			
Mutations de l'exercice :					
Actées					
Acquises de tiers					
Annulées (-)					
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	36 357 613,52	6 607 407,43			
Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	61 241 834,33	77 346 083,74	139 667 239,23	37 337 685,30	
Mutations de l'exercice :					
Actés	3 973 979,39	6 191 524,97	20 310 318,11	5 015 973,15	
Repris car excédentaires (-)	-18 629,10	-1 378,51		-1 060,00	
Acquis de tiers			3 879 601,88		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)		-190 698,33	-15 332 799,98	-6 342,56	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)			370 212,83	-370 212,83	
Au terme de l'exercice	65 197 184,62	83 345 531,87	148 894 572,07	41 976 043,06	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	54 224 292,95	35 139 126,21	160 523 348,43	86 650 457,37	63 276 739,30

Rubriques	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Participations, actions et parts		
Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	6 519 599,70	602 744,80
Acquisitions	25 154,04	50 000,00
Cessions et retraits		-54 973,38
Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	6 544 753,74	597 771,42
Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent		25 488,21
Actées		185,93
Au terme de l'exercice		25 674,14
Montants non appelés		
Au terme de l'exercice précédent		1 501,92
Mutations de l'exercice		
Au terme de l'exercice		1 501,92
Variations des capitaux propres au terme de l'exercice		
Au terme de l'exercice précédent	12 542 362,80	
Autres types de variations des capitaux propres	705 600,00	
Au terme de l'exercice	13 247 962,80	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	19 792 716,54	570 595,36
Créances		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		23 219,68
Mutations de l'exercice :		
Additions		30 928,31
Remboursements (-)		
Cessions et retraits		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		54 147,99



ÉTAT DES RÉSERVES CONSOLIDÉES

Au terme de l'exercice précédent	27 351 712,62
Mutations de l'exercice :	
Quote-part du groupe dans le résultat consolidé (+) (-)	-1 550 280,20
Autres variations (+) (-)	-1 184 137,50
Au terme de l'exercice	24 617 294,92

ETAT DES ÉCARTS DE CONSOLIDATION ET DE MISE EN ÉQUIVALENCE

Ecarts négatifs	
Mise en équivalence	
Au terme de l'exercice précédent	0,00
Mutations de l'exercice :	
Variations dues à une augmentation du pourcentage de détention	154,04
Au terme de l'exercice	154,04

Rubriques	Dettes		
ÉTAT DES DETTES			
Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	échéant dans l'année	ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières	3 845 940,55	91 533 255,99	72 982 130,13
Emprunts obligataires non subordonnés	306 686,43	1 285 347,68	2 289 117,73
Dettes de location-financement et assimilées		129 816,57	
Etablissements de crédit	3 539 254,12	90 118 091,74	68 818 012,40
Autres emprunts			1 875 000,00
Autres dettes	116 434,55	371 296,65	322 014,51
TOTAL	3 962 375,10	91 904 552,64	73 304 144,64

Rubriques	Dettes (ou partie de dettes) garanties par	
	les pouvoirs publics belges	des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
DETTES GARANTIES		
Dettes financières	167 494 010,10	
Emprunts obligataires non subordonnés	3 881 151,84	
Etablissements de crédit	161 737 858,26	
Autres emprunts	1 875 000,00	
Autres dettes	809 646,55	
TOTAL	168 303 656,65	

Rubriques	Exercice 2009	Exercice 2008
A. Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	162 268 732,18	153 927 228,33
Cotisations patronales d'assurances sociales	60 534 184,43	56 612 856,60
Primes patronales pour assurances extra-légales	3 252 645,29	3 079 194,04
Autres frais de personnel	24 690 983,43	22 198 542,79
Pensions	24 517 769,46	21 656 695,63

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

B. Effectif (exprimé en équivalents temps plein)

	SRWT		TEC Brabant Wallon		TEC Charleroi		TEC Hainaut		TEC Liège Verviers		TEC Namur Luxembourg		Total Groupe TEC	
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2008
Effectif moyen du personnel	127,6	121,7	345,5	325,4	1 049,9	1 037,9	742,5	733,2	1 796,8	1 765,8	826,3	791,9	4 888,6	4 775,9
Ouvriers	3,5	3,4	278,4	260,8	885,6	874,3	583,8	575,7	1 522,2	1 499,8	669,3	641,6	3 942,8	3 855,6
Employés	87,5	82,9	60,1	57,6	156,0	153,5	152,9	151,5	265,6	256,8	145,2	139,4	867,3	841,7
Personnel de direction	36,6	35,4	7,0	7,0	8,4	10,1	5,8	6,1	9,0	9,2	11,8	10,9	78,6	78,7
Nombre moyen d'intérimaires et de personnes mises à la disposition de l'entreprise	2,4	3,1	4,2	2,5	21,1	17,1	17,4	25,9	5,1	5,0	20,0	23,3	70,2	76,9

Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel à la date de la clôture	129,6	122,8	351,8	336,7	1 052,7	1 029,9	749,80	724,0	1 817,8	1 757,8	835,3	804,7	4 937,0	4 775,9
Ouvriers	3,5	3,5	283,6	268,7	885,1	865,1	587,8	568,0	1 536,8	1 491,9	680,0	648,8	3 976,8	3 846,0
Employés	88,7	83,9	61,2	61,0	159,6	155,8	156,2	149,2	272,0	255,9	142,5	145,1	880,2	850,9
Personnel de direction	37,4	35,4	7,0	7,0	8,0	9,0	5,8	6,8	9,0	10,0	12,8	10,8	80,0	79,0

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres

Gages sur d'autres actifs	
Valeur comptable des actifs gagés	81 181.80

Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise s'ils ne sont pas portés au bilan

Titres de transports en dépôt	535 441.49
-------------------------------	------------

Engagements importants d'acquisitions d'immobilisations

Matériel roulant	20 814 976.00
Autres immobilisés	18 243 450.02

Litiges importants et autres engagements importants

Montant des contrats de location d'autobus restant à échoir	142 226 974.80
---	----------------

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS DE L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées aux Administrateurs et gérants	15 010.50
--	-----------

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emolument pour l'exercice d'un mandat de commissaire	102 169,64
--	------------

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat du Collège des Commissaires. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à € 619.081.272,99 et dont le compte de résultats se solde par une perte consolidée de l'exercice de € 2.672.794,10.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons

évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2009 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions et informations complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport par la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

- A la clôture de l'exercice 2008, conformément au contrat de gestion, le solde de la subvention d'exploitation à recevoir avait été comptabilisé à concurrence de 6.989.458,89 €. Toutefois, le gouvernement wallon n'a pas inscrit à son budget 2009 la liquidation de cette somme de sorte qu'une charge exceptionnelle du même montant a dû être comptabilisée.

Le 14 mai 2010.

Le Collège des Commissaires

S.c.P.R.L DELBROUCK,
CAMMARATA, GILLES & Associés
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
P. CAMMARATA

S.c.P.R.L. LAFONTAINE,
DETILLEUX & Cie
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
L. LAFONTAINE

S.C.R.L. RSM Interaudit
Réviseurs d'entreprises
Représentée par
T. LEJUSTE



RÉDACTION - COORDINATION GÉNÉRALE

Direction des Finances
Direction de la Communication
SRWT

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Collection SRWT

CONCEPTION, RÉALISATION ET PRODUCTION

TAM TAM Graphics